



Agenda antisocial 2026

Les personnels vont perdre leur sang froid !

PARIS > 21 avril 2026

La CGT-Culture déplore que la saison 2026 du dialogue social ne marque aucune volonté de faire avancer les sujets qui sont au cœur des préoccupations des agent·es du ministère.

La version de l'agenda antisocial 2026 élaborée par l'administration dans son coin est inacceptable pour la CGT-Culture car aucun sujet social et salarial n'est à l'ordre du jour. Pourtant, les personnels sont en attente de résultats conformes aux annonces et aux promesses des ministres successifs de la culture.

Pour ces raisons, la CGT-Culture exige l'inscription dans l'agenda de :

- ✓ **La revalorisation du cadre de gestion des contractuel·les** figé depuis 2009. 6 000 agent·es sont concerné·es. Ce sujet a fait l'objet d'un protocole d'accord en 2023 qui n'est pas appliqué. Les budgets 2024 et 2025 ont disparu purement et simplement. La CGT-Culture demande la réouverture immédiate des négociations.
- ✓ **L'égalité professionnelle femmes-hommes.** À travail égal, salaire égal, il est urgent de relancer la négociation sur l'égalité professionnelle et d'y adjoindre un financement pour corriger les différences de salaires estimés à + de 300€/mois en moyenne.
- ✓ **L'égalité des régimes indemnitaires** quel que soit le lieu d'affectation des personnels : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) des agent·es payé·es par leur établissement doit être alignée sur celle des agent·es payé·es par le ministère.

Pour la CGT-Culture ces 3 sujets doivent être traités de manière urgente car cela fait de trop longs mois qu'ils sont en sommeil dans les placards du ministère. En cette période de grande inflation, les agent·es du ministère ont surtout besoin de mesures de justice sociale.

La CGT-Culture demande au nom des personnels, titulaires ou contractuels, femmes ou hommes, quel que soit leur lieu d'affectation, que l'année 2026 soit une année d'égalité salariale et de justice sociale.